

Veillée d'armes chez Job

Semaine décisive pour Job-Parilux. Saisi par le parquet, le tribunal de commerce pourrait prononcer vendredi prochain le redressement judiciaire. Dans l'espoir de cette mesure « conservatoire », les personnels « gardent » l'usine jour et nuit...

C'est par une neutralisation du péage du Palays, à Ramonville-Saint-Agne, que les personnels de l'usine toulousaine Job-Parilux ont marqué ce vendredi.

De 17 heures à 19 heures, les automobilistes sont passés gratuitement, les manifestants expliquant le sens de leur action, et distribuant des tracts rappelant



L'opération péage gratuit des Job, hier (Photo « La Dépêche »)

saine ; qui, avec une production de 30.000 tonnes par an, peut lui conférer une taille non négligeable sur le marché européen.

Mais ce repreneur éventuel projette de supprimer le volet

syndicats, la direction départementale du travail et de l'emploi aurait constaté dans les comptes plus de 5 millions de francs de dépenses sans factures.

Depuis hier soir et jusqu'à

mardi matin, les personnels assurent une « présence continue » dans l'entreprise, « afin d'éviter qu'une partie des stocks ne s'évapore ».

Mireille HARBURGER

leurs préoccupations, leurs demandes et leurs propositions.

La responsabilité des directions

Au premier rang mondial des producteurs de papier couché classique dans les meilleures qualités existant, l'entreprise est aujourd'hui à bout de souffle : les dettes sont supérieures à la moitié du capital social.

Le personnel en rend responsable la direction actuelle (le groupe Gecco) « qui n'a pas investi dans l'entreprise », et la précédente (Bolloré) « qui lui a cédé l'usine pour le franc symbolique ».

Or le groupe allemand Sheufelen, une structure familiale de capacité insuffisante pour compter face à quelques géants, s'intéresse de près à l'usine toulou-

commercial de l'activité toulousaine, réduisant l'effectif de moitié. Les syndicats voient là l'amorce de la disparition de l'usine, « les Allemands récupérant le nom de Job et sa réputation de qualité unique ».

La pâte à papier n'arrive plus

Depuis une semaine, la pâte à papier n'arrive plus à l'entreprise du quartier des Sept-Deniers à Toulouse, mais la Filpac-CGT refuse les termes de « chômage technique ».

Le syndicat demande que les personnels soient reçus par le ministre de l'industrie, afin d'assurer la reprise de Job-Parilux « au cas où le tribunal de commerce, vendredi prochain, prononcerait la destitution de l'actuelle direction, et mettrait l'entreprise en redressement judiciaire ». Toujours selon les

LA DEPECHE DU MIDI

Job-Parilux

Vers un redressement judiciaire

« Ce jeudi, le parquet a décidé d'interpeller le président du tribunal de commerce, afin que soit envisagé un redressement judiciaire » : les responsables du syndicat Filpac-CGT (salariés du Livre, du papier, de la communication) de l'usine toulousaine Job-Parilux expliquent cette accélération des événements par l'intervention de la direction départementale du travail et de l'emploi (sans négliger l'influence des manifestations et défilés des salariés auprès du public et des élus).

Le syndicat précise que l'administration, à l'examen des comptes de la société, aurait découvert « plus de 5 millions de francs dépensés sans factures ».

La direction de la société et le

Comité d'entreprise sont convoqués au tribunal de commerce non plus le 6 octobre, comme initialement prévu, mais le vendredi 29 septembre, à 11 heures.

Le personnel de l'entreprise, reçu hier à la mairie de Toulouse, a souhaité rencontrer au plus vite le ministre de l'industrie « afin que l'on trouve au plus vite un repreneur à la société » : parce qu'il espère l'éviction des dirigeants actuels.

La défiance est telle, à leur égard, que l'assemblée générale des salariés, mercredi, « a décidé d'assurer une présence dans l'entreprise » dès ce soir 20 heures et jusqu'à mardi, 7 heures, par sécurité, dit-on, afin d'éviter que les stocks ne s'évaporent...

M. H.